



« AU FIL DE LA TRANSITION » - été 2026

La revue de presse de Virage Energie Climat Pays de Loire – EN BREF !

GOVERNANCE

La France a adopté une **troisième stratégie bas-carbone** visant à réduire de moitié les émissions d'ici 2030, atteindre la neutralité carbone en 2050 : Les transports et le bâtiment sont les secteurs les plus fortement ciblés par les budgets carbone. Elle innove aussi en s'attaquant à deux angles morts, les sources internationales et les émissions importées.

Le **Haut Conseil pour le climat** n'en exhorte pas moins la France à changer réellement d'échelle : dans son 8^e rapport annuel ; il alerte sur des politiques climatiques françaises jugées insuffisantes, tant en matière de décarbonation que d'adaptation, face aux effets dangereux du réchauffement.

Territorialisation de la planification écologique : la circulaire de Sébastien Lecornu : le SGPE est chargé de former les animateurs et de fournir les contenus pédagogiques. Les COP régionales devront tenir une assemblée plénière annuelle et publier leurs feuilles de route.

L'Etat et la Région Pays de la Loire ont dressé le premier **bilan de la feuille de route régionale de transition écologique** adoptée en 2024, dans le rapport « Planifier et massifier la transition écologique en Pays de la Loire ».

Attaques contre l'ambition environnementale européenne : plus de 50 reculs sur le climat, l'environnement et la santé à stopper. Au moins 20 reculs déjà adoptés en deux ans à peine, et une trentaine d'autres qui pourraient être entérinés ces prochains mois : 10 associations lancent l'alerte sur les vagues de dérèglementations environnementale et sanitaire à l'œuvre à Bruxelles depuis 2024.

La banque centrale chinoise garantit un **taux de financement bas aux investissements verts**. Son homologue européenne, se voulant pourtant à la pointe sur le changement climatique, refuse pour l'instant d'utiliser cet instrument.

CLIMAT (donc CANICULE, SECHERESSE, etc...)

Au passage : une excellente **petite vidéo** du Réseau Action Climat compilant les principales réactions de climato-crétinisme lors de la canicule...

Les canicules ont mis le système électrique européen sous tension : la Roumanie a arrêté ses deux réacteurs nucléaires faute d'eau dans le Danube, les pertes nucléaires françaises atteindraient 9 TWh sur l'été en raison de la canicule.

Forêt : sous l'effet d'un cumul d'anomalies climatiques, la **mortalité des arbres des forêts** françaises a augmenté de 1,5 à 4 fois chez les neuf espèces les plus communes, dont le hêtre, le chêne pédonculé ou l'épicéa commun, entre 2015 et 2023 (donc avant même les canicules de cet été ...)

Le dérèglement climatique inquiète mais guide peu les pratiques du quotidien : selon l'Insee 39% des personnes interrogées dans le cadre d'une enquête de l'Insee se déclarent très inquiètes des effets du dérèglement climatique. Toutefois, seulement 8,8% d'entre elles citent l'environnement comme premier enjeu pour la France parmi sept propositions.

Une analyse de « Destin commun » montre que l'été 2026 marquera un tournant dans le **rapport des Français au changement climatique** : alors que 67 % se disent plus inquiets au sujet du réchauffement climatique

après les événements extrêmes de l'été, 6 sur 10 indiquent qu'ils feront des propositions climatiques un critère important de leur choix de vote en 2027.

« **Nous sommes coincés dans une dystopie climatique, un scénario de comédie noire**, où le grotesque le dispute à la farce orwellienne » : alors que les canicules se succèdent, le débat public ne relève souvent que du simple affichage. Les décisions récentes de l'exécutif – fonds vert amputé, passoires thermiques remises sur le marché... – témoignent du déni qui règne dans une large partie du monde politique

Les canicules à répétition font exploser **l'écoanxiété et la colère des jeunes** : « J'ai l'impression qu'on est entrés dans une dystopie (étude de l'ADEME)

Canicule : Les Pays de la Loire sont la **troisième région la plus touchée par le nombre de décès en excès** lors de la période de fortes chaleurs entre le 17 juin et le 2 juillet 2026, selon les données publiées par Santé publique France.

ENERGIES RENOUVELABLES

Le 11 août, Mediapart titrait « **Pourquoi la transition écologique est un leurre** » (!!!) d'après une étude du FMI. Ce texte est en fait un document de travail qui n'engage que ses auteurs. Parmi eux figure JB Fressoz, qui y reprend la thèse contestée de son livre de 2024 – il n'en rate pas une, décidément... Que ce soit via l'article de Mediapart ou celui du FMI, la démonstration proposée ne tient pas.

Batteries, solaire, éolien : les nouveaux appels d'offres du gouvernement pour les énergies renouvelables Maud Bregeon, la ministre de l'Energie, a dévoilé les futures adjudications publiques pour le secteur. Avec un coup de pouce pour les centrales solaires équipées de batteries de stockage (permettant de réduire l'occurrence des prix négatifs de l'électricité en période de forte production solaire).

D'après son rapport annuel sur les **coûts de production des énergies renouvelables**, l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA), plus de 90% des capacités renouvelables à l'échelle industrielle ajoutées en 2025 étaient moins chères que l'alternative fossile neuve la moins coûteuse, et le parc renouvelable installé a permis d'éviter environ 480 milliards de dollars de coûts liés aux combustibles fossiles sur l'année.

Eolien en mer : Bruxelles approuve 63 milliards d'euros d'aides potentielles de l'Etat français : la Commission européenne donne son feu vert à un appel d'offres géant pour onze parcs éoliens au large des côtes françaises. Paris espère limiter le coût réel pour les finances publiques à « 5-10 milliards d'euros » dans un scénario intermédiaire des prix de l'électricité.

Éoliennes en mer : quels effets réels sur la biodiversité ? L'Expertise scientifique collective (« ESCo ») *Éoliennes en mer & biodiversité*⁽¹⁾ a analysé plus de 4 500 publications scientifiques pour étudier « 10 pressions exercées par les parcs éoliens en mer, susceptibles d'affecter la biodiversité au cours des différentes phases de développement des projets, de la construction au démantèlement ».

Dans le solaire et l'éolien, alors que le gouvernement défend l'électrification et la souveraineté énergétique, **plusieurs acteurs des énergies renouvelables réduisent leurs effectifs**. Les salariés redoutent une perte de compétences dans une filière pourtant appelée à se développer.

« **Hausse des prix de l'énergie : et si la solution existait déjà pour les communes ?** » : l'appel d'ONG et associations : 6 organisations engagées dans la transition énergétique et écologique (Enercoop, le Réseau Cler, le Réseau Action Climat, le WWF France, le Labo de l'ESS et Énergie Partagée) appellent les maires à faire des communes les moteurs du changement. Selon les signataires, les collectivités disposent de leviers concrets pour accélérer le développement des énergies renouvelables.

Eolien, solaire, biométhane... vers une **hausse de 11 % du coût du soutien public aux énergies renouvelables en 2027** à 10,67 milliards d'euros, selon une délibération de la Commission de régulation de l'énergie (CRE)

Canicule : le réseau électrique européen peut remercier le solaire . Cet été a été marqué par des vagues de chaleur successives et une sécheresse qui ont « mis le réseau électrique européen sous tension, faisant grimper la demande d'électricité et provoquant une flambée des prix », indique un rapport d'Ember. Si les réseaux sont restés « stables » durant cette période, c'est en partie grâce à une production photovoltaïque accrue, souligne le think tank.

Enedis et RTE expérimentent la **flexibilité locale en duo**, dans huit départements du Sud-Ouest pendant deux ans minimum. La CRE appelle à harmoniser les règles entre les deux gestionnaires de réseaux.

Biométhane : la filière s'inquiète de l'évolution des soutiens Les projets agricoles entre 10 et 20 GWh/an seraient les premiers impactés. La mise en place d'un appel d'offres inquiète les financeurs en quête de visibilité.

ELECTRIFICATION

Le gouvernement précise ses aides à la filière pour accélérer **l'électrification des usages pour les véhicules électriques et pompes à chaleur**, trois mois après le lancement du plan.

Leasing social des pompes à chaleur : le pari d'une nouvelle économie de l'électrification : passer d'une politique fondée sur la subvention d'un équipement à une logique d'accès à un service énergétique. La question n'est plus seulement de savoir comment financer une pompe à chaleur, mais comment permettre au plus grand nombre d'accéder à une solution de chauffage décarbonée, performante et maîtrisée dans la durée.

Plan d'électrification : les collectivités ont répondu présent ; le leasing social de véhicules électriques ouvre le 16 juillet pour 50 000 ménages modestes. Un appel d'offres « clés en main » pompes à chaleur est lancé avec trois candidats identifiés. Le programme Advenir pour les bornes de recharge est prolongé jusqu'en 2030 avec 100 M€ par an supplémentaires.

La France électrifie ses voitures et ses chauffages à marche forcée. Mais tant que personne n'indique au consommateur quand consommer, la transition reste à moitié construite. **Le vrai levier de décarbonation c'est l'heure à laquelle on consomme.**

Électrification : **L'UE a présenté son plan d'électrification**, dans l'objectif de doubler la part d'électricité dans la consommation finale d'énergie d'ici 2040. L'électricité devra coûter 2,5 fois moins cher que le gaz pour les ménages d'ici 2030. Les tarifs de réseau seront révisés pour encourager flexibilité et V2G.

Réseau de distribution : Enedis a raccordé 6,6 GW d'énergies renouvelables en 2025, contre 3,6 GW en 2022, et publie une. **cartographie des zones saturées** : Plus de 10 % du réseau de distribution est saturé pour au moins cinq ans.

Stockage par batteries : la filière française s'organise face au boom attendu du marché. Plus de 6 GW de stockage devront être raccordés au réseau haute tension d'ici 2030. Un accord tripartite européen prévoit 30 à 35 GW de nouvelles capacités entre 2026 et 2028

DPE : le gouvernement abaisse encore le stratégique « coefficient de conversion » de l'électricité de 1,9 à 1,7. Pour l'ensemble des résidences principales, **cette baisse ferait diminuer le nombre de passoires énergétiques d'environ 10%, soit près de 300.000 logements**

NUCLEAIRE

« Nous sommes encore loin d'un réacteur viable » : la course mondiale à la **fusion nucléaire** attire les milliards malgré les difficultés techniques. Les gouvernements japonais et allemand ont récemment annoncé développer leur filière de fusion nucléaire à l'échelle nationale. Les investissements publics et privés dans le domaine s'accroissent. Mais la rentabilité des futurs réacteurs inquiète.

Nucléaire : visualisez l'impact des canicules sur la production des centrales françaises. Le nucléaire fournit près de 70 % de l'électricité française. Mais les fortes chaleurs et les sécheresses perturbent de plus en plus le fonctionnement des centrales, qui ont besoin d'importantes quantités d'eau pour se refroidir.

FNE a apporté sa contribution à la consultation publique sur les projets de décrets et d'arrêté relatifs aux **petits réacteurs nucléaires (SMR) et réacteurs innovants (AMR)**

INDUSTRIE

Kérosène durable, cimenterie « bas carbone » : **le mirage vert du port de Saint-Nazaire.** Capter le CO₂ émis par des cimenteries, fabriquer du kérosène « durable »... Autour de Saint-Nazaire, les projets industriels dits « bas carbone » se multiplient. Quitte à grignoter les dernières parcelles de biodiversité et à générer de nouveaux risques sanitaires (article de Reporterre).

« **La désindustrialisation met à mal une partie des efforts de décarbonation de la France** » : Le bon bilan de la France en matière de baisse des émissions de gaz à effet de serre repose en partie sur une illusion comptable : la désindustrialisation l'oblige à importer massivement des biens fortement carbonés, comme le constate une note de Rexecode

Negawatt affirme qu'il n'y a pas à choisir entre rénovation et climatisation. L'opposition prétendue entre isolation et climatisation repose notamment sur deux idées fausses : « l'isolation ne protégerait que du froid » et « on pourrait climatiser n'importe quel logement, même une passoire »

Rénovation thermique des bâtiments : l'Europe dépense beaucoup et sans réelle efficacité. La Cour des comptes européenne estime que les travaux de rénovation financés par les subventions de l'UE ne sont pas efficaces sur un plan énergétique. Le suivi des économies d'énergie reste trop lacunaire.

Automobile et Mobilités routières : s'engager pleinement dans la décarbonation. **Un nouveau rapport du Shift project est consacré à la décarbonation de l'automobile et des mobilités routières**, ce nouveau travail vise à éclairer les conditions d'une transformation rapide, robuste et socialement soutenable d'un secteur central dans les déplacements des Français, dans l'organisation des territoires et dans l'activité de nombreuses filières économiques.

MINERAIS, MATIERES PREMIERES

Hydrogène naturel : des parlementaires pressent l'État de financer des forages. L'Opecst appelle le Gouvernement à débloquer au moins 20 millions d'euros pour financer des forages exploratoires d'hydrogène naturel, ressource stratégique encore sous-évaluée en France.

Le nationalisme des ressources : la nouvelle géopolitique des minéraux critiques : un article illustre la montée des interventions étatiques dans les chaînes d'approvisionnement en minéraux critiques et à leurs conséquences sur la transition énergétique. À partir d'un nouvel indice mondial, ils montrent que le « nationalisme des ressources » est devenu une caractéristique structurelle de la gouvernance des minerais stratégiques.

Souveraineté industrielle et transition verte : un nouveau décryptage de la Fabrique écologique éclaire les débats sur la réindustrialisation entre mythes nationaux et réalités européennes